

Promotion de la santé en Suisse : mesures mises en place par les assureurs maladie et collaborations avec les autres acteurs de la santé

Khadija Diop, Zoé Félix, Michele Ferreira Fernandes, Floriana Ferreira Teixeira Cunha, Charlotte Leyvraz

Introduction:

En Suisse, nous assistons à une augmentation des coûts de la santé (1) parallèlement à un vieillissement de la population (2). Un tiers de la population souffre de problèmes de santé chroniques (3) et la prévalence de la détresse psychologique ainsi que du surpoids et de l'obésité sont en augmentation. Le style de vie, les facteurs socio-économiques et l'environnement physique représentent 60% de l'impact sur la santé, contre 20% pour les soins hospitaliers ou en cabinet (4). Ces éléments peuvent être influencés par la promotion de la santé. Celle-ci a pour but d'intervenir sur les facteurs de risque et de protection liés à l'apparition des maladies et a prouvé son efficacité (5). Ainsi, en agissant avant l'apparition de la maladie et de ses conséquences, on peut favoriser le maintien de la bonne santé sur le long terme de la population. La Suisse s'est engagée pour la promotion de la santé, notamment en signant la déclaration de Shangaï en 2016 (6). Malgré ces efforts, restent les questions du financement et du rôle de chaque acteur du système de santé pour atteindre ces objectifs. Selon l'Observatoire suisse de la santé (Obsan), en 2022, 2.6 milliards de francs ont été investis dans la promotion de la santé et la prévention, soit 2.9% des coûts totaux du système de santé. Les gros contributeurs étaient la Confédération (37.6%), suivi des financements privés (23.6%) et les Cantons (23.3%). La part déboursée par les assurances obligatoires de soin était la plus faible avec une contribution à 1.7% (7), et ce, sachant qu'il est inscrit dans l'Article 19 de la LAMal qu'il est du devoir des assureurs « d'encourager la prévention des maladies » (8). Ainsi, notre travail s'intéressera à la contribution et aux mesures mises en place par les assureurs maladie à la promotion de la santé, et comment ceux-ci collaborent avec les autres acteurs du système de santé suisse dans cet objectif. Notre question de recherche est : "Quel est le rôle des assureurs maladie dans la promotion de la santé en Suisse et comment collaborent-ils avec les autres acteurs du système de santé pour atteindre ces objectifs ?"

Méthode:

Nous avons utilisé une approche qualitative en interrogeant différents professionnels de la santé, en entretien individuel semi-dirigé grâce à une grille d'entretien contenant principalement des questions ouvertes préparée en amont dans le but d'avoir leur perception et appréciations sur la promotion de la santé. Nous avons contacté 39 professionnels et obtenu 14 (36%) réponses: 5 assureurs, 1 médecin, 1 infirmière, 1 organisation, 1 association juridique de patients, 3 politiques, 1 juridique et 1 sociologue. Un acteur a répondu à la grille de questions par écrit. Certains acteurs nous ont demandé de recevoir la grille en avance. Un entretien a été effectué en allemand. Les entretiens ont duré environ 35 minutes (minimum de 15 minutes et un maximum de 1h15 minutes). Des enregistrements ont été réalisés, avec le consentement des participants, puis retranscrits à l'aide de l'application NotebookLM. Chaque retranscription a été vérifiée par les participants du groupe. Les réponses ont été comparées (évaluation des convergences ou divergences), catégorisées et analysées. Limites de l'étude: taille de l'échantillon (défini entre 10 et 15) - peu représentative. Pour plusieurs catégories nous avons recueilli seulement 1 avis (ex: 1 sociologue, 1 juriste). Temps limité d'analyse entre les derniers entretiens et le rendu du travail.

Résultats:

Sur la base de ces entretiens, et selon nos objectifs, nous avons pu déterminer le rôle des assurances maladies parmi les différents acteurs du système de santé suisse, identifier les mesures qu'ils mettent en place pour la promotion de la santé et examiner comment ils collaborent dans ce but avec les différents acteurs. Il ressort que le rôle des assureurs est limité par la loi et relativement mal défini quant à la promotion de la santé. Un assureur nous résume cette situation en déclarant : "[...] comment est-ce que nous [assureurs maladies], à notre niveau LAMal, on [peut] encourager la prévention nous, [...] on applique la loi. [...]. Là-dessus on est très contrôlés." Un responsable chez Promotion Santé Suisse confirme : "Les assureurs n'ont pas de rôle dans la promotion de la santé et la prévention, puisque ce rôle nous est délégué via l'article 19 de la LAMal. [...] ils ne peuvent pas intervenir directement." Les assureurs versent une contribution de 4.80 CHF par assuré par année à la fondation Promotion Santé Suisse et remboursent des prestations préventives spécifiques listées dans l'OPAS. Cependant, certains intervenants se questionnent : "est-ce que c'est suffisant?" nous disent par les mêmes mots Mme. Stéphanie Pin, cheffe du département promotion de santé et prévention à Unisanté, et un responsable chez Promotion Santé Suisse. Un médecin interrogé relève la notion de rôle partagés entre les différents acteurs en affirmant : "Soyons lucides, les assureurs maladie tout seuls ne peuvent pas non plus changer une société." Ceci nous amène à nous interroger sur les collaborations entre ces acteurs. Après consultation de nos interlocuteurs, il ressort que la collaboration entre assureurs et instances fédérales se fait principalement via l'Office Fédéral de la Santé Publique (OFSP), via la faïtière des assurances maladies Prio.swiss et, comme précédemment évoqué, via Promotion Santé Suisse. Au niveau cantonal, les collaborations semblent faibles et principalement indirectes via Promotion Santé Suisse. Plusieurs raisons sont évoquées: la nature fédérale des enjeux et les grandes variabilités intercantionales. Pour les collaborations existantes, elles seraient majoritairement basées sur des relations de personnes.

En ce qui concerne les relations entre assureurs et autres acteurs du système de santé, le tableau est contrasté. Les assureurs décrivent un partenariat constructif et un dialogue équilibré « Nous prenons contact de manière proactive avec l'ensemble des parties prenantes mentionnées [professionnels de la santé]. Nous recherchons activement

l'échange – y compris avec des voix critiques – afin qu'une véritable compréhension mutuelle puisse émerger. » Ce discours n'est toutefois pas partagé par tous. Un médecin relate : « On se sent contrôlé. [...] on vit avec la crainte de se faire taper sur les doigts par des assurances puis d'être menacé de la part de Santé Suisse et d'être mis sur le banc des accusés [...]. On ne vit pas une relation horizontale du tout. ». Cette collaboration doit aussi obéir à des exigences légales, notamment en matière de protection des données, qui limitent l'échange d'information entre les acteurs. Nous avons identifié quatre points de blocage à la mise en place de mesures de promotion de la santé au sein du système. Le premier concerne la LAMal et les obstacles qui en découlent et qui empêchent la mise en place d'actions de promotion de la santé. Son fonctionnement, couplé à un financement à l'acte, oriente les ressources vers les soins curatifs et limite les investissements dans des démarches à long terme. Un assureur nous l'explique: « Dans la LAMal, il est clairement indiqué qu'une valeur pathologique doit être présente. Dans le cadre de la promotion de la santé, ce facteur est précisément absent dès le départ. » De plus, le manque d'appui solide de cette loi empêche une véritable reconnaissance de la promotion de la santé. Les assurances complémentaires, quant-à-elles, proposent plus souvent des actions préventives, mais ne sont accessibles à tous. Ceci tend à renforcer les inégalités. Certains intervenants craignent même que cela crée un « système à deux vitesses ». Deuxièmement, le système de santé suisse comporte de nombreux acteurs, mais fonctionne de manière très fragmentée. Il n'existe pas assez de structures pour coordonner les efforts, ce qui rend les actions de promotion de la santé peu cohérentes. Les intérêts divergents, parfois influencés par des logiques commerciales ou des lobbys, freinent les collaborations. Se surajoutent aussi les perceptions négatives des uns vis-à-vis des autres. Le système avance lentement, avec peu d'élan, politique notamment, et avec une forte inertie. En plus, le manque d'échanges, de temps et d'espaces pour discuter ensemble empêche de partager les idées et de construire une vision claire et partagée. Dans tout cela, peu de facilitateurs sont identifiables actuellement. On peut relever la fondation Promotion Santé Suisse comme potentiel levier, l'unanimité des avis favorables, l'intérêt et les nombreuses idées des acteurs interrogés pour la promotion de la santé.

Discussion et conclusion:

Ces résultats nous permettent de conclure que le rôle des assureurs dans la promotion de la santé est limité, les mesures aussi et les collaborations sous-optimales. Plusieurs pistes de solutions sont ressorties lors de nos interviews. La principale concerne la révision de la LAMal, que ce soit par l'ajout de prestations liées à la promotion de la santé, le remplacement du financement à l'acte par un système de capitation, ou même un changement complet de modèle vers une assurance santé plutôt que maladie. Plusieurs acteurs évoquent également l'idée d'une caisse unique. Une meilleure collaboration a aussi été proposée, notamment par la création d'espaces de discussion afin de clarifier les rôles de chacun, définir une stratégie commune et établir les priorités en matière de promotion de la santé. La mise en place d'instances de coordination entre les différents acteurs a aussi été suggérée. Une meilleure diffusion des preuves scientifiques concernant la promotion de la santé, ainsi que de ses bénéfices humains et économiques, a aussi été mentionnée. Enfin, certains intervenants ont souligné l'importance de renforcer la formation des futurs prestataires de soins sur les enjeux liés à la promotion de la santé.

Références :

- (1) Office fédéral de la statistique (OFS). OFS [En ligne]. Les coûts du système de santé se sont élevés à 91.5 milliards de francs en 2022 [cité le 9 avril 2025]. Disponible : <https://www.bfs.admin.ch/asset/fr/31225974#:~:text=En%202022%2C%20les%20co%C3%BBts%20du%20syst%C3%A8me%20de%20sant%C3%A9%20se%20sont,11%2C7%25%20en%202022>.
- (2) Office fédéral de la statistique (OFS). OFS [En ligne]. Pyramide des âges de la Suisse, de 1860 à 2050 [cité le 9 avril 2025]. Disponible : <https://www.bfs.admin.ch/asset/fr/26905513>
- (3) Storni M., Kaeser M., Lieberherr R., Schneider S. Enquête suisse sur la santé 2022: Vue d'ensemble [En ligne]. Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (OFS); 2023 [cité le 9 avril 2025]. Disponible : <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/sante/enquetes/sgb.html>
- (4) Hood CM, Gennuso KP, Swain GR, Catlin BB. County Health Rankings: Relationships Between Determinant Factors and Health Outcomes. Am J Prev Med. févr 2016;50(2):129-35.
- (5) Barry PZ, DeFries GH. Cost-benefit and cost-effectiveness analysis for health promotion programs. Am J Health Promot. 1990;4(6):448-52.
- (6) Organisation mondiale de la Santé (OMS). [En ligne]. 9e Conférence mondiale pour la promotion de la santé [cité 24 juin 2025]. Disponible : <https://www.who.int/fr/news/item/21-11-2016-9th-global-conference-on-health-promotion-global-leaders-agree-to-promote-health-in-order-to-achieve-sustainable-development-goals>
- (7) Observatoire suisse de la santé (Obsan). Obsan [en ligne]. Dépenses pour la promotion de la santé et la prévention par régime de financement [cité le 8 mars 2025]. Disponible : <https://ind.obsan.admin.ch/fr/indicator/monam/depenses-pour-la-promotion-de-la-sante-et-la-prevention-par-regime-de-financement>
- (8) Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), Fedlex [en ligne]. [cité le 3 mars 2025]. Disponible : https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1995/1328_1328_1328/fr

Mots-clés: assureurs maladie, LAMal, promotion de la santé, Suisse, collaboration

Version du 30.06.2025

Patient : **PROMOTION DE LA SANTÉ**

Motif de consultation : **MESURES MISES EN PLACE PAR LES ASSURANCES MALADIE ET COLLABORATIONS AVEC LES AUTRES ACTEURS DU SYSTÈME DE SANTÉ**

IPP : 02.07.2025

Médecins : Khadija Diop, Zoé Félix, Michele Ferreira Fernandes, Floriana Ferreira Teixeira Cunha et Charlotte Leyvraz

N° groupe: 5

Contexte: B3.6 – Immersion communautaire – 24-25

ANAMNÈSE

Antécédents

?

La promotion de la santé c'est quoi ?

c'est d'intervenir sur les facteurs de risques et les facteurs de protection liés à l'apparition des maladies

coûts

détresse psy

surpoids

obésité

1/3

de la population malade chronique

Articles 19 et 20 LAMal

vieillessement de la population Suisse

style de vie + environnement + facteurs socio-économiques

= 60% d'impact sur la santé

contre 20% pour les soins cliniques

Pas fan de lecture ? Voici l'audio !

Anamnèse actuelle

